

PREFACE DE L'OUVRAGE

Jihad Humanitaire

Rony Brauman

2002

Préface Jihad Humanitaire, A.R. Gandhour, Flammarion, septembre 2002.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Préface de l'ouvrage *Jihad Humanitaire*

Rony Brauman

Les ONG islamiques n'ont soulevé, jusqu'à présent, qu'un intérêt pour le moins limité. Presque absentes des médias occidentaux, leur existence ne semble connue que des seuls spécialistes et leur action concrète est largement ignorée. Les travaux d'analyse, d'enquête, de reportage sur l'action humanitaire prise dans son sens le plus large ne manquent pourtant pas. On ne compte plus les mémoires, thèses et ouvrages sur le système de l'aide internationale et ses différentes modalités, publiés pour l'essentiel au cours de ces quinze dernières années. Leur quasi-totalité porte cependant sur les institutions et opinions occidentales, acteurs importants, mais qui éclipsent les autres formes d'intervention et les autres acteurs observables dans le champ de l'aide.

Cette sélectivité est d'abord l'effet d'un certain patriotisme qui conduit de manière mécanique les différents médias nationaux vers « leurs » ONG ou, à défaut, vers leurs compatriotes travaillant dans le cadre d'organisations étrangères. Dans ses reportages sur l'aide humanitaire, la télévision, seule fabrique de notoriété, se dirige spontanément vers ceux qui sont le plus susceptibles d'offrir un lien direct, immédiatement intelligible, avec le téléspectateur. Reflets souvent idéalisés des différentes générosités nationales, les volontaires humanitaires sont ainsi projetés sur les écrans de télévision de leur propre pays. Au cours des nombreuses crises rapportées ces dernières années par la presse écrite et la télévision, combien de Français ont-ils pu être informés de l'action d'Oxfam, de Christian Aid ou de Save the Children Fund ? Combien savent que ces organismes anglais comptent parmi les plus grandes et les plus anciennes institutions privées d'aide internationale ? De la même façon, les Britanniques ont eu bien peu d'occasions de prendre connaissance de l'action des associations humanitaires françaises, pourtant présentes dans le monde entier depuis une vingtaine d'années. Et l'on ne connaît au mieux que très vaguement en Europe les organisations américaines, dont certaines ont des budgets annuels pouvant rivaliser avec plusieurs agences des Nations unies.

Dès lors, la méconnaissance de ces ONG extra européennes, islamiques de surcroît, n'a rien d'étonnant. Elle l'est moins encore si l'on tient compte du fait que l'Europe se considère, non sans d'excellentes raisons, comme le lieu de l'invention de l'aide humanitaire. C'est effectivement dans l'Europe chrétienne, industrielle et conquérante du XIX^{ème} siècle qu'ont émergé les conditions de possibilité matérielles et conceptuelles de l'action humanitaire moderne. Le mot Humanitaire lui-même est apparu vers 1830, dans une période où l'urbanisation, la division du travail, l'intégration sociale croissante accélèrent la transformation des sensibilités individuelles, abaissant notamment le seuil de tolérance à la souffrance et à la mort comme l'a montré Norbert Elias¹. Tel est le contexte social dans lequel la mécanisation des transports, le télégraphe, les rotatives produisent une nouvelle conscience du monde, élargie aux dimensions de la planète. Les avancées technologiques, la révolution industrielle attestent, aux yeux des Européens, leur « supériorité morale » dont découlent un droit de domination et un devoir de civilisation des « peuples barbares ». Les impérialismes de l'époque se sont nourris de discours où les appétits de pouvoir et de conquête étaient hissés au rang de vertus, à la mesure des immenses bienfaits qu'ils affirmaient dispenser aux populations indigènes. C'est dans cette vision du monde que s'inscrit la création de la première organisation humanitaire moderne, la Croix-Rouge, dont l'emblème conserve la trace de ses origines évangéliques. Au rythme des guerres européennes du XX^{ème} siècle, sont apparus d'autres organismes d'entraide, toujours d'inspiration chrétienne, principalement en Grande Bretagne et aux Etats-Unis.

¹ La société de l'individu, Fayard.

La « mission civilisatrice » de l'Europe fut une inépuisable ressource de légitimité, permettant de justifier conquêtes militaires et domination, par les nations européennes, des sociétés « barbares » situées au « bas de l'échelle des civilisations ». De ses origines inextricablement mêlées à l'esprit dominateur de l'Europe impériale, l'humanitaire contemporain conserve des traces dont le « droit d'ingérence » et les « interventions militaro-humanitaires » sont les avatars les plus manifestes. On rappellera à ce stade que si cette invocation renouvelée du « fardeau de l'homme blanc » inspire, sans doute à son insu, une partie du mouvement humanitaire contemporain, une autre partie revendique au contraire de s'en démarquer clairement.

Au cours du dernier tiers du XX^{ème} siècle, au lendemain de la décolonisation, le développement accéléré de l'urbanisation et les progrès des transports et techniques de communication se sont étendus à l'ensemble de la planète. Ces « forces sous-jacentes de l'ordre mondial » comme les désigne le chercheur américain James N. Rosenau², ont à leur tour transformé les rapports entre individus, les rapports des individus à la collectivité et au reste du monde, induisant une autonomie et une capacité de décision et d'action croissantes dans le domaine international. Précisons que pour cet auteur, l'autonomie ne désigne pas une étape sur le chemin de l'indépendance, mais au contraire la capacité de choisir les modalités de l'interdépendance (avec d'autres individus, d'autres groupes, d'autres provinces, d'autres États ou organisations internationales). Cette « révolution des aptitudes individuelles » a une portée mondiale dans la mesure où elle permet à des regroupements d'individus, quelle qu'en soit la nature, de mieux atteindre leurs objectifs, quelle qu'en soit la valeur. C'est dans ce cadre que des organisations se sont dotées de moyens matériels, de compétences, de systèmes de collecte d'informations, ont acquis le soutien de segments d'opinion publique leur permettant de se hisser au rang d'acteurs sur une scène internationale jusqu'alors réservée aux États. L'expansion rapide et soutenue des ONG dans le monde entier au cours de cette période est l'un des reflets de cette évolution, au cours de laquelle on a vu des groupes comme Greenpeace, Amnesty International, Attac, Médecins Sans Frontières, Act Up et bien d'autres défier des puissances étatiques ou économiques. Le succès de l'offensive menée par une coalition d'ONG contre 39 laboratoires qui poursuivaient en justice l'Afrique du Sud au sujet des médicaments génériques fut une occasion de prendre conscience de leur capacité d'action. On a toutefois rarement relevé le rôle primordial des ONG africaines et asiatiques dans cette campagne.

Depuis les attentats de septembre 2001, l'islam et ses différentes manifestations sont l'objet d'une curiosité nouvelle, inspirée par l'inquiétude et la méfiance plus que par le désir de connaissance. L'implication de plusieurs organisations caritatives islamistes dans des réseaux terroristes, notamment en Egypte et en Afghanistan, étant avérée, le questionnement sur ce mouvement est inévitablement entraîné vers le terrain de l'enquête policière. On verra dans ce livre comment peuvent se mêler différentes formes de solidarité, religieuse, communautaire, politique, et dans quelles conditions des individus engagés dans l'aide sociale peuvent se transformer en activistes politiques violents. L'invocation du sort des « déshérités » joua un rôle essentiel dans le discours de légitimation de la révolution islamique iranienne. Celle-ci, montre A. Ghandour, fut un nouveau déclencheur de l'entraide islamique, comme le furent les invasions de l'Afghanistan par l'armée soviétique et celle du Liban par Israël puis, quelques années plus tard, l'Intifada. Le rêve de reconstitution de l'Oumma, c'est-à-dire du rassemblement des croyants divisés par des discordes internes et des agressions extérieures, fut en effet puissamment réactivé par ces conflits. Mais bien avant ces événements, l'œuvre sociale des Frères Musulmans auprès des populations les plus pauvres d'Egypte et du Pakistan permit leur enracinement dans ces sociétés, montrant que

² Turbulence in world politics, A theory of change and continuity, James N. Rosenau, Princeton University Press, 1990

ce sont la violence et l'injustice sociales qui ont fourni leur terreau primordial à ces phénomènes de radicalisation identitaire.

Marquée par une dynamique d'essor mondial de l'action privée, la période récente a donc vu le développement rapide et intense de nouvelles organisations venant donner une dimension transnationale à la longue tradition caritative de l'islam. Dès le milieu des années 80, ONG occidentales et ONG islamiques commencèrent à se côtoyer fréquemment dans les camps de réfugiés, les bidonvilles et les régions de violence dans les pays musulmans. Dans certains cas, les échanges d'informations et de services, habituels entre partenaires opérationnels, se sont faits naturellement. Dans d'autres cas, une distance méfiante interdisait tout contact digne de ce nom, sans qu'apparaisse aucune manifestation d'hostilité. Mais il est également arrivé, en particulier en Somalie et en Afghanistan, que certaines régions, ou camps de réfugiés, deviennent le territoire exclusif d'action d'ONG islamiques, les autres intervenants étant simplement expulsés de la zone, sans possibilité de retour. On retrouve ici la marque des blessures coloniales et l'amertume qu'elles ont laissée sous forme d'un esprit de revanche toujours prompt à resurgir. Force est de reconnaître que les discours et pratiques de certaines ONG occidentales, enfermées dans leur conviction d'incarner un Bien universel et parfois étroitement encadrées par leurs gouvernements, apportent à ces radicaux la confirmation de la justesse de leur rejet. Quoiqu'il en soit, aussi sectaires et inélégantes qu'aient pu être ces mesures de refoulement, les ONG chassées n'étaient pas en mesure de protester, car leurs « concurrentes » islamiques s'acquittaient par ailleurs du contrat : les soins médicaux et l'approvisionnement étaient assurés, la logistique fonctionnait, les moyens requis pour aider une population dépendante étaient mobilisés et rien n'indiquait que celle-ci ait souffert de cette éviction.

De nombreux exemples exposés dans ce livre montrent l'esprit pragmatique avec lequel les ONG islamiques ont repris à leur compte les savoir-faire techniques nécessaires à la conduite d'opérations de secours internationales. Ces exemples, que l'auteur place dans leur perspective historique et analyse en détail, permettent surtout de mieux comprendre les logiques variées de ces acteurs importants des terrains de crise contemporains. Leur diversité est réelle, comme le montrent d'emblée leurs relations très contrastées avec le reste du mouvement humanitaire, et comme le confirme l'enquête de A. Ghandour. Il serait aussi malhonnête de nier la réalité de réseaux violents abrités en leur sein que de les renvoyer en bloc dans une « nébuleuse terroriste ». Encore faut-il les reconnaître, et ce n'est pas le moindre des mérites de ce livre que de mettre en évidence et de rendre intelligibles les différentes logiques d'action qui sont à l'œuvre, et de permettre de les aborder avec discernement.

En pratique, une majorité de ces ONG est tout entière dévouée à un travail d'assistance et au prosélytisme religieux prioritairement destinés aux musulmans. Cette hiérarchisation des victimes est d'ailleurs récusée, au nom des valeurs de l'islam, par la plupart des responsables d'ONG islamiques, bien que leur action de terrain se déroule essentiellement en faveur de populations musulmanes. La contradiction entre une position de principe qui valorise la conception universaliste de la solidarité et une action concrète qui la dément n'est pas tenable à terme. Il est pensable que la dynamique de l'action, la tentation du rapprochement avec les organisations humanitaires partenaires, les échanges de personnel entre institutions, entraîneront une part significative des ONG islamiques sur les chemins de la laïcisation empruntés par la plupart des ONG chrétiennes, tandis que d'autres se raidiront sur les positions de l'islam militant.

Le contexte politique dans lequel s'inscrit l'assistance, ses responsables et ses bailleurs de fonds commandera sans aucun doute cette évolution. C'est la question de la démocratisation du monde arabo-musulman qui se retrouve donc posée, l'islam radical devant son succès à la confiscation de la revendication démocratique par des mouvements nationalistes qui ont tous sombré dans la dictature. Il n'est pas superflu de rappeler que les régimes arabes qui sont qualifiés de « modérés » dans le langage diplomatique sont ainsi désignés en référence à leurs

bonnes relations avec les Etats-Unis et l'Europe. On apprécie par ce qualificatif élogieux leur attitude vis-à-vis du conflit israélo-palestinien. Mais les droits de l'homme n'y sont pas plus garantis que chez les « radicaux », l'injustice sociale, le népotisme et la misère y sont aussi répandus. Apparues dans ce contexte de dictatures, les ONG islamiques sont tiraillées entre une dynamique universaliste stimulée par leur coopération avec leurs homologues européennes, et l'engagement communautaire islamiste, principal pôle protestataire et fédérateur du monde arabomusulman. On comprendra, à la lecture du livre d'A. Ghandour, que ce champ de forces n'est pas totalement étranger à celui, travaillé par la question de l'indépendance politique, dans lequel évoluent les ONG occidentales.